

D) La responsabilité civile

Conditions générales - responsabilité pour fait d'autrui - responsabilité du fait des choses.

E) Les biens

- classification des biens ;
- la propriété : modes d'acquisition - garanties - limites ;
- le droit de propriété et ses démembrements - usufruit - servitudes ;
- privilèges et hypothèques.

B) EPREUVE ORALE N° 2

**L'organisation politique et administrative
du Territoire**

- Le statut constitutionnel du T.O.M. - le régime législatif ;
- la loi-cadre et ses décrets d'application ;
- les organes de direction et de représentation ;
- le Gouverneur, Chef du Territoire ;
- Le Conseil de Gouvernement ;
- l'Assemblée Territoriale ;
- les services publics ;
- les subdivisions administratives ;
- les communes (notions générales).

ARRETE n° 71-070/CG du 4 février 1971 fixant la provision à consigner au greffe lors de l'introduction d'une procédure civile.

1 - La provision prévue à l'article 75 du décret du 7 avril 1928 modifié par la délibération n° 219 du 23 janvier 1970 est fixée à Quatre Mille francs CFP s'il n'y a qu'un seul défendeur. Une somme de Deux Mille francs CFP devra être consignée par défendeur supplémentaire.

2 - Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er mars 1971.

ARRETE n° 71-071/CG du 4 février 1971 rendant exécutoire le rôle supplémentaire du 4^e trimestre de la Contribution des Patentes pour la Commune de Nouméa.

1 - Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire du 4^e trimestre 1970 de la Contribution des Patentes pour la Commune de Nouméa, dont le montant s'élève à la somme de : Cinq Cent Quatre Vingt-Neuf Mille Cent Quatre Vingt Dix Sept francs (589.197 francs).

2 - Le Percepteur en assurera le recouvrement conformément aux dispositions de l'arrêté n° 194 du 2 mars 1946.

Il est enjoint aux contribuables dénommés dans ledit rôle, leurs représentants ou ayants-cause d'acquitter les sommes y contenues, à peine d'y être contraints par les voies de droit.

3 - La date de mise en recouvrement dudit rôle est fixée au quinzième jour suivant celle du présent arrêté.

ARRETE n° 71-072/CG du 4 février 1971 rendant exécutoire le rôle supplémentaire du 4^e trimestre 1970 de la Contribution des Patentes pour les Communes de l'Intérieur.

1 - Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire du

4^e trimestre 1970 de la Contribution des Patentes pour les Communes de l'Intérieur, dont le montant s'élève à la somme de : Cent Soixante-Quatre Mille Trois Cent Quatre Vingt Neuf Francs (164.389 frs).

2 - Le Percepteur en assurera le recouvrement conformément aux dispositions de l'arrêté n° 194 du 2 mars 1946.

Il est enjoint aux contribuables dénommés dans ledit rôle, leurs représentants ou ayants-cause d'acquitter les sommes y contenues, à peine d'y être contraints par les voies de droit.

3 - La date de mise en recouvrement dudit rôle est fixée au quinzième jour suivant celle du présent arrêté.

ARRETE n° 71-073/CG du 4 février 1971 approuvant les comptes administratifs pour l'exploitation de l'aéroport de Nouméa/La Tontouta par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1969.

1 - Les comptes administratifs de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Nouvelle-Calédonie pour l'exploitation de l'aéroport de Nouméa/La Tontouta pour l'exercice 1969 sont définitivement arrêtés :

I - Recettes -

Section I - Premier établissement	64.280.000 CFP
Section II - Service des emprunts	4.201.302 CFP
Section III - Exploitation	25.013.851 CFP

II - Dépenses -

Section I - Premier établissement	64.280.000 CFP
Section II - Service des emprunts	4.201.302 CFP
Section III - Exploitation	14.657.143 CFP

Excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses : 10.356.708 CFP

2 - L'excédent des recettes sur les dépenses de la section III Exploitation - soit 10.356.708 CFP, sera versé au compte «Fonds de Réserve» - Section IV du Compte Spécial d'exploitation de l'aéroport de Nouméa/La Tontouta par la Chambre de Commerce et d'Industrie.

ARRETE n° 71-074/CG du 4 février 1971 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection et la réfection de l'adduction pour l'alimentation en eau potable de la tribu Ouara (Ile Ouen).

Sont déclarées d'utilité publique les mesures suivantes :

1°) Création des périmètres de protection suivants en vue d'assurer la conservation de la qualité des eaux (Confert plan 1/10.000ème) :

a) Un périmètre de protection immédiate situé autour du barrage sur la rivière Ouara, dans lequel tout accès sera interdit, et qui sera acquis en pleine propriété par la Municipalité et clôturé.

Il sera constitué au moins par les deux bandes de terrains de 4 m. de large situées de chaque côté de la rivière et s'étendant jusqu'à 50 m. à l'amont du barrage et 10 m. à l'aval.

b) Un périmètre de protection éloignée intéressant le bassin versant de la rivière Ouara dans sa partie située au-dessus de la prise d'eau et dans lequel toutes décharges ou toutes autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux seront interdites.

2°) Construction d'un nouveau barrage à la côte 35 sur la rivière Ouara.

3°) Remplacement de la conduite d'adduction en acier de 1"1/3 par une conduite en CPVR Ø 42/50 sur 200 m. et pose d'une conduite en acier galvanisé de 2" sur 200 m.

ARRETE n° 71-075/CG du 4 février 1971 déclarant d'utilité publique la création de périmètre de protection pour l'alimentation en eau potable et les travaux d'adduction d'eau de Waho (Municipalité de Yaté).

I - Sont déclarées d'utilité publique les mesures suivantes :

1°) Création des périmètres de protection suivant, en vue d'assurer la conservation de la qualité des eaux (Cf plan au 1/20.000ème) :

a) Un périmètre de protection immédiate situé autour du barrage sur le creek Nicolas, dans lequel tout accès sera interdit, et qui sera acquis en pleine propriété par la Municipalité et clôturé. Il sera constitué au moins par les deux bandes de terrains de 4 m. de large situées de chaque côté de la rivière et s'étendant jusqu'à 50 m. à l'amont du barrage et 10 m. à l'aval.

b) Un périmètre de protection éloignée-intéressant le bassin versant du creek Nicolas dans sa partie située au-dessus de la prise d'eau et dans lequel toutes décharges ou toutes autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux sont interdites.

2°) Construction d'un barrage sur le creek Nicolas à la côte + 80 NG.

3°) Construction d'un réservoir de 100 m³.

4°) Pose de conduites PCVR en :

- Ø 72,8/90 - 63,2/75
53/63 - 21/25.

2 - Les périmètres de protection visés ci-dessus sont constitués à titre provisoire.

Ils pourront être notamment levés le jour où une autre ressource en eau potable jugée suffisante aura été mise à la disposition de la collectivité concernée.

ARRETE n° 71-076/CG du 4 février 1971 déclarant d'utilité publique les travaux d'adduction d'eau de Gadji (Municipalité de Païta).

Sont déclarées d'utilité publique les mesures suivantes :

1°) Pose d'une conduite en polychlorure de vinyle rigide Ø 63,2/75 en bordure de la route de Gadji sur 2900 ml ;

2°) Raccordement à la conduite en fonte Ø 80 qui longe la RT 1 ;

3°) Pose de branchements particuliers.

ARRETE n° 71-077/CG du 4 février 1971 ouvrant une enquête administrative sur l'utilité publique des travaux d'adduction d'eau de Port-Laguerre (Municipalité de Païta).

Extrait

I - Il sera procédé à une enquête administrative dans les conditions prévues par le décret du 16 mai 1938 sur l'utilité publique des mesures suivantes :

1°) Pose d'une conduite en PCV rigide, sur 4150 m. de long de la RT 1, depuis Païta jusqu'à Port-Laguerre, de diamètres :

Ø 63,2/75
Ø 75,8/90
Ø 42/50

2°) Construction d'un réservoir de 100 m³ en béton armé à la côte + 65.

2 - Ladite enquête sera ouverte le 22 février 1971 à la Gendarmerie de Païta.

3 - M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Païta est nommé Commissaire-Enquêteur.

Le dossier d'enquête sera déposé au bureau du Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Païta et au secrétariat de la Mairie de Païta pendant dix jours pleins et consécutifs du 22 février 1971 au 3 mars 1971 inclusivement.

Toute personne pourra en prendre connaissance sur place ainsi qu'au Service du Génie Rural et de l'Hydraulique, 4 rue Gallieni, Nouméa ; chaque jour, samedi, dimanche et jours fériés exceptés de 7 h 1/4 à 11 h 1/4 et de 13 h 30 à 17 h 30.

A l'expiration de ce délai de dix jours le Commissaire-Enquêteur recevra trois jours pleins et consécutifs du 4 mars 1971 au 6 mars 1971 inclusivement les déclarations des habitants et des intéressés sur l'utilité publique des mesures projetées. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur les registres d'enquête déposés à la Mairie de Païta et au Bureau de la Brigade de Gendarmerie de Païta, ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur qui les visera et les annexera auxdits registres.

ARRETE n° 71-078/CG du 4 février 1971 nommant un Chef d'Administration Principal, Chef du Service des Méthodes Administratives et de l'Informatique.

I - M. Fernand Jammes, Chef d'Administration Principal de 3^e classe - 1^{er} échelon du cadre d'Administration Générale de la Nouvelle-Calédonie est nommé Chef du Service Territorial des Méthodes Administratives et de l'Informatique.

2 - M. Fernand Jammes continuera d'assurer auprès du Secrétaire Général du Territoire les fonctions qui lui ont été attribuées par arrêté n° 69-287/CG du 22 mai 1969.

3 - Les traitements, indemnités et accessoires de solde de M. Jammes continueront à être supportés par le budget territorial : chapitre 05-12 - Service du Personnel.